

Fabien DUSSUD

Porte-parole de la liste « Unité et Résistance » aux élections municipales des Lilas

A

Monsieur François LE DOUARIN

Bureau de la CGT des territoriaux des Lilas

82 bis avenue Pasteur 93260 Les Lilas

Les Lilas, le 12 mars 2014

Cher(e)s camarades,

Par mél du 11 mars 2014, vous interrogez notre liste « Unité et Résistance » dans le cadre des élections municipales de mars prochain et souhaitez connaître son positionnement sur plusieurs sujets.

Liste pour l'unité et la résistance, soutenue par le POI, cette liste regroupe des militants de diverses tendances du mouvement ouvrier et des syndicalistes appartenant à plusieurs organisations syndicales. Dans le respect de l'indépendance réciproque entre partis et syndicats, plusieurs colistiers exercent d'ailleurs des responsabilités syndicales au sein de votre confédération. C'est donc bien avec plaisir que nous vous répondons.

Permettez-nous au préalable de préciser que notre liste se prononce très nettement contre la politique du gouvernement et ceux qui la mettent en place aux Lilas. C'est pourquoi elle affirme son plein soutien à la grève du 18 mars, à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires, contre le pacte de responsabilité.

Ce pacte concentre toute la politique antisociale du gouvernement qui se place du côté du MEDEF et des patrons contre les intérêts des travailleurs et de l'immense majorité de la population, en détruisant la Sécurité Sociale de 1945 fondée sur le salaire différé par l'exonération de 36 milliards d'euros des cotisations patronales au titre de la branche famille (notre salaire) et en annonçant une coupe de 50 milliards d'euros dans les budgets publics.

Ce préalable nous paraît important car quiconque entend se prononcer pour la défense des salariés, des services publics, des acquis sociaux, ne peut laisser la moindre équivoque contre le gouvernement et sa politique.

Qui peut prétendre à de belles promesses pré-électorales sans se positionner contre le gouvernement et ceux qui le soutiennent ? Qui peut prétendre défendre le service public et le développer sans se prononcer contre le pacte de responsabilité et sa déclinaison annoncée par la

ministre Lebranchu de 10 milliards d'euros de coupes dans le budget des collectivités locales ? 65% concerneraient les communes, soit 100 euros en moins par an et par habitant.

Notre liste n'est pas du côté de Gattaz et de Hollande. Elle n'est pas du côté de ceux qui, de droite comme de « gauche », votent, élaborent et appliquent de telles mesures. Elle est du côté des millions de travailleurs qui, avec leurs organisations, cherchent les voies de l'unité pour bloquer la politique d'un gouvernement soumis aux exigences des patrons et de l'Union Européenne.

### **1 - « La réforme des rythmes scolaires »**

Cette réforme, bien mal nommée, concerne moins les rythmes de la scolarité que la dislocation de l'école publique et nationale. A travers les projets éducatifs territoriaux, l'école ne serait plus la même aux Lilas, à Bagnolet, à Aubervilliers ou à Paris.

Plus de 500 Lilasiens et Lilasiennes ont signé une pétition qui demande l'abrogation du décret Peillon sur les « nouveaux rythmes scolaires » et s'adresse au conseil municipal PS-PCF-EELV pour qu'il ne l'applique pas, comme 2700 autres communes l'ont fait. La majorité des pétitionnaires sont des parents d'élèves, et parmi eux des militants de la CGT, mais aussi de nombreux animateurs, rencontrés à l'entrée des écoles ou sur les points de diffusion.

Pour l'appliquer, le maire des Lilas a demandé une concertation en cherchant à associer les organisations syndicales à l'application d'une réforme dont ils ne veulent pas dans leur majorité.

Devant l'acharnement du maire, et le refus des conseillers municipaux d'entendre la demande de non application, devant la volonté de mettre en place un projet dit dérogatoire qui annualise le temps de service des enseignants contre leur statut national, nous avons constitué notre liste qui se prononce clairement « contre l'application des nouveaux rythmes scolaires aux Lilas ».

Attachés à l'école de la République et au caractère national de l'instruction, nous ne sommes pas candidats à sa mise en place. C'est ce que demandent à l'unisson les parents, les enseignants, les animateurs et les travailleurs, qui sont attachés au bien-être de l'enfant, donc à l'instruction, à l'inverse du grand bazar des activités périscolaires que prépare le décret Peillon.

Il ne s'agit pas pour nous de demander des moyens ou une bonne application d'une réforme dont le contenu, moyens ou pas, disloque l'égalité des droits en « école » des territoires et des ghettos.

### **2 – « Positionnement sur l'Intercommunalité et le Grand Paris »**

Nous sommes attachés aux acquis issus de la Révolution française, notamment à la démocratie communale. Elle suppose la libre administration des communes et la libre coopération de celles-ci sur des projets communs.

Notre liste s'oppose à la politique d'Est Ensemble qui transforme la libre coopération en instrument de regroupement des services publics et de privatisation. Par exemple, nous combattons le transfert des services publics communaux, et de leurs agents, vers Est Ensemble : celui-ci a entraîné l'augmentation des tarifs pour les usagers (+1 euro pour le cinéma du théâtre du garde-chasse, +0.5 à 2 euros pour la piscine). Ce transfert s'accompagne du transfert des agents communaux, avec des menaces sur leurs acquis et leurs garanties statutaires. Nous combattons les privatisations

successives décidées par le conseil municipal PS-PCF-EELV, comme la restauration scolaire ou l'entretien des écoles.

Notre liste, à l'inverse, se prononce pour le développement des services publics, pour la gestion en régie publique et la remunicipalisation de tous les services publics livrés à Est Ensemble ou au privé, quitte à rompre avec Est Ensemble.

Pour défendre et reconquérir la démocratie communale, la liste « Unité et Résistance » se positionne pour l'abrogation de la loi sur les métropoles, et contre le Grand Paris, qui transformerait les élus locaux de la population en plantes vertes chargés de l'état civil et transférerait toutes les missions vers une structure technocratique et coupée de la population. Nous sommes pour défendre les statuts particuliers et les garanties statutaires des agents territoriaux.

**3 – « Politique sur la création de postes et l'avancement », « titularisation des contractuels », « régime indemnitaire », « maintien des avantages acquis », « le COS, création d'un CASC »**

Notre liste s'engage à remunicipaliser tous les services publics locaux transférés à Est Ensemble ou privatisés. Une telle remunicipalisation nécessiterait la création des postes nécessaires. Ces postes seraient des postes d'agents titulaires, fonctionnaires et sous statut. Tous les agents contractuels qui le souhaiteraient seraient titularisés, au-delà de la loi de 2012 qui établit la « cdisation » des emplois permanent (donc hors statut) et permet les licenciements. Tous les acquis seraient maintenus et développés, y compris concernant l'action sociale et culturelle.

Mais quiconque prétendrait pouvoir mettre en place ces mesures de progrès sans remettre en cause la politique antisociale et antidémocratique du gouvernement, l'acte III de la décentralisation, la Métropole du Grand Paris, Est Ensemble et l'asphyxie organisée des communes, serait au mieux un ignorant, au pire un menteur. C'est pourquoi nous mettons au cœur de notre campagne l'appel à l'unité et à la résistance contre la politique du gouvernement et son « pacte de responsabilité ».

C'est en ce sens que nous n'appellerons pas à voter, ni au premier, ni au second tour si nous n'y sommes pas présents, pour les listes locales des partis du gouvernement.

Nous nous tenons à votre disposition pour toute rencontre à un moment ayant votre convenance, de préférence le soir, et vous invitons cordialement aux deux rencontres que nous organisons :

- Jeudi 13 mars à 18h30 au Gymnase Liberté : meeting
- Vendredi 28 mars à 19h (demande de salle en cours) : assemblée-débat entre les deux tours.

Bien fraternellement,

Fabien DUSSUD, porte-parole de la liste « Unité et résistance »